

C onjoncture française



Environnement international de la France

Au premier trimestre 2012, les économies avancées ont légèrement accéléré (+0,3 % après +0,2 %) comme prévu dans la note de conjoncture de mars. L'activité a nettement rebondi au Japon et est restée solide aux États-Unis. À l'inverse, elle s'est de nouveau contractée au Royaume-Uni et a été stable dans la zone euro.

Au deuxième trimestre, l'activité des économies avancées ralentirait (+0,2 %). En effet, d'après les enquêtes de conjoncture, les chefs d'entreprise signalent une dégradation du climat des affaires, notamment parce que les tensions financières se ravivent en Europe. Ainsi, dans la zone euro, l'activité se contracterait (-0,2 %), la demande intérieure restant déprimée. À l'inverse, la demande intérieure soutiendrait l'activité aux États-Unis et au Japon.

Au second semestre 2012, l'activité des économies avancées accélérerait modestement (+0,4 % par trimestre) grâce notamment à l'accélération de la demande des pays émergents. Sur l'ensemble de l'année, la divergence de trajectoire serait importante : la zone euro (-0,3 % en 2012 après +1,5 % en 2011) et le Royaume-Uni (+0,1 % après +0,7 %) connaîtraient un net ralentissement de l'activité alors que le PIB accélérerait aux États-Unis (+2,2 % après +1,7 %) et au Japon (+2,6 % après -0,7 %).

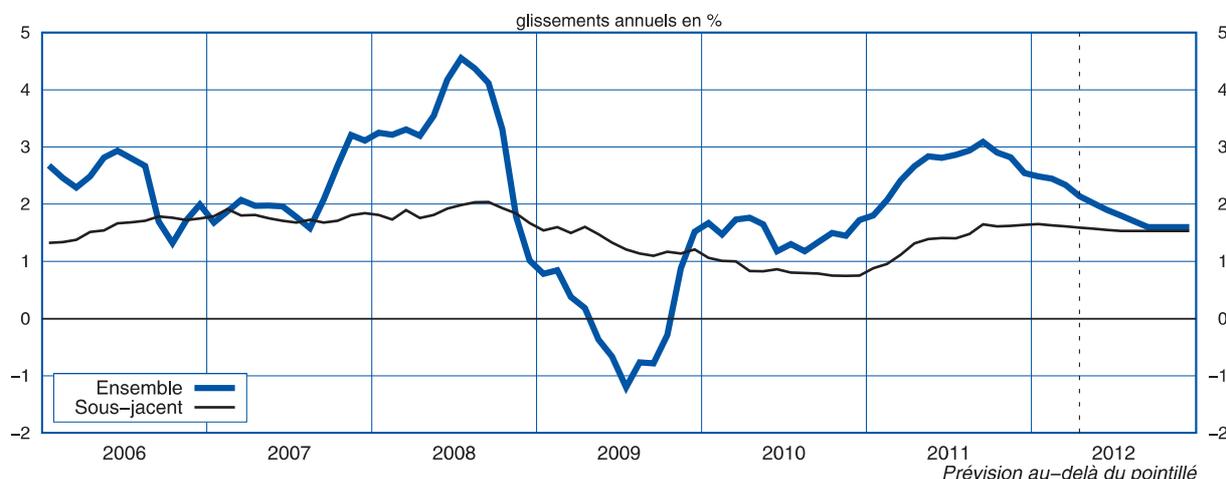
Au premier trimestre, les pays émergents ont bénéficié de la reprise du commerce mondial avec la stabilisation des échanges en Asie, après la dissipation du choc lié aux inondations thaïlandaises. Par ailleurs, les politiques de resserrement monétaire menées pour juguler les tensions inflationnistes ont porté leurs fruits et l'inflation a fléchi. Les économies émergentes se sont néanmoins installées depuis plusieurs trimestres sur un rythme de croissance plus faible que leur tendance de long terme. Avec l'assouplissement des politiques budgétaires et monétaires, la demande de ces économies accélérerait au second semestre.

Dans cet environnement international sans tonus, la demande étrangère adressée à la France serait stable au deuxième trimestre (0,0 %) puis croîtrait modérément au second semestre (+0,5 % par trimestre).

Tensions financières en hausse et assouplissements monétaires

Dans la zone euro, les tensions sur le marché de la dette souveraine se sont ravivées en avril 2012, après s'être nettement apaisées au premier trimestre grâce notamment aux opérations de refinancement à long terme menées par la Banque centrale européenne (BCE). Les écarts de taux souverains entre les pays de meilleure signature (Allemagne, Pays-Bas) et les pays les moins bien notés (Portugal, Irlande, Espagne et Italie

1 - L'inflation reculerait dans les économies avancées



Sources : Instituts statistiques nationaux, calculs Insee

notamment) se sont à nouveau sensiblement accrus. Ils atteignent aujourd'hui des niveaux inédits depuis la création de la zone euro.

Après un net resserrement au quatrième trimestre 2011, les conditions de financement des agents privés se sont stabilisées au premier trimestre 2012 grâce à l'action de la BCE. Cependant, l'accroissement des tensions sur les marchés de la dette souveraine stopperait l'amélioration des conditions d'octroi de crédit sur le reste de l'année 2012.

En dehors de la zone euro, les taux souverains continuent à se situer à des niveaux exceptionnellement faibles. Aux États-Unis, les conditions de financement des entreprises s'assouplissent et la demande de crédit augmente. Au Japon, la banque centrale a décidé, fin avril, de nouvelles mesures non conventionnelles pour limiter l'appréciation du Yen. La Banque d'Angleterre a, quant à elle, continué son opération de rachat de dette publique commencée à l'automne 2011.

Dans les pays émergents, les banques centrales ont nettement assoupli leurs politiques monétaires depuis le début de l'année 2012, après le ralentissement de l'activité et le reflux marqué de l'inflation. Les autorités monétaires devraient poursuivre leur politique d'assouplissement monétaire et faciliter ainsi l'accès au crédit.

Des politiques budgétaires toujours contrastées

La politique budgétaire serait expansionniste au Japon et dans de nombreux pays émergents, mais restrictive aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro.

Au Japon, quatre plans de reconstruction ont été votés pour un total de 18 500 milliards de Yen (3,8 points de PIB). Ces mesures de soutien budgétaire ont contribué au net rebond de l'activité au premier trimestre 2012. Le stimulus budgétaire continuerait de soutenir la reprise japonaise à l'horizon de la prévision.

En Chine, le gouvernement central souhaite favoriser le développement de vingt secteurs stratégiques, dont le secteur automobile avec une nouvelle subvention à l'achat de petites voitures. Confronté à un repli de la production industrielle depuis un an, le gouvernement brésilien a quant à lui annoncé un plan de soutien combinant baisses d'impôt et mesures protectionnistes. Au sein des « Bric », seule l'Inde ferait exception : des mesures de consolidation budgétaire (baisse des

subventions sur l'essence notamment) seraient mises en œuvre pour réduire un déficit élevé.

Aux États-Unis, l'orientation des finances publiques resterait restrictive en 2012. Les transferts courants ne soutiennent plus la progression du revenu des ménages depuis plusieurs trimestres et le retrait des mesures d'aide mises en œuvre depuis 2009 continuerait au même rythme en 2012 qu'en 2011. En outre, la consolidation des budgets publics, notamment locaux et de défense nationale, à l'œuvre depuis un an, se poursuivrait. Les dépenses publiques reculeraient ainsi de 2,0 % en 2012 comme en 2011.

En Europe, l'effort de consolidation des finances publiques s'intensifierait en 2012. Dans la plupart des pays, de nouvelles mesures sont entrées en application en 2012 et elles pèseraient notamment sur le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, en 2012, le pouvoir d'achat reculerait nettement en Espagne et en Italie (respectivement -4,3 % et -2,7 %). À l'inverse, le pouvoir d'achat augmenterait en Allemagne et au Royaume-Uni.

L'inflation baisserait nettement grâce au reflux des prix du pétrole

Depuis l'été 2010, l'inflation a fortement augmenté dans les économies avancées, dans le sillage du rebond des prix internationaux des matières premières : de 1,2 % au deuxième trimestre 2010, elle a atteint 2,9 % au troisième trimestre 2011 (cf. graphique 1). Depuis lors, l'inflation se modère rapidement grâce au reflux des prix des matières premières. Elle continuerait de baisser à l'horizon de la prévision : le retour des cours du pétrole autour de 100 \$ le baril de Brent après un pic à 125 \$ le baril en mars, et la stabilité des cours des autres matières premières permettrait un repli de l'inflation énergétique et des produits alimentaires. Au total, l'inflation des économies avancées, exprimée en glissement annuel, reculerait à 2,0 % au deuxième trimestre 2012 puis s'établirait à 1,6 % en fin d'année, contre 2,4 % au premier trimestre.

Dans les pays émergents, les impulsions budgétaires et monétaires stimuleraient l'activité au second semestre

Au premier trimestre 2012, l'activité dans les pays émergents a conservé un rythme de croissance inférieur aux rythmes moyens observés avant la crise et l'activité a ralenti en Chine. Pour le deuxième trimestre, selon les enquêtes de

conjoncture, les chefs d'entreprise signalent à nouveau une expansion modérée de l'activité dans le secteur manufacturier (cf. graphique 2), toujours en deçà du rythme des années 2000. Cependant, l'assouplissement monétaire auquel ont procédé depuis le début de l'année les banques centrales en Inde, en Chine et au Brésil et les mesures de soutien budgétaire annoncées permettraient une accélération de l'activité au second semestre 2012.

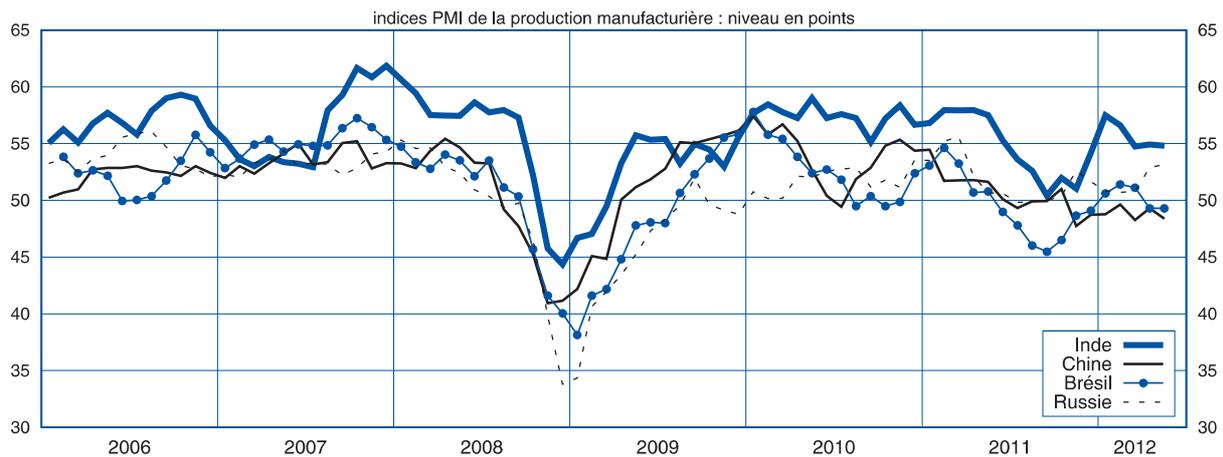
La progression de l'activité resterait modeste dans les économies avancées...

Au premier trimestre 2012, dans l'ensemble des économies avancées, l'activité a accéléré : la consommation des ménages s'est redressée et les exportations ont bénéficié de la reprise du commerce mondial. À l'inverse, l'investissement

s'est replié car les tensions financières continuent de peser sur les conditions de financement, particulièrement en Europe. Enfin, les mesures de consolidation budgétaire ont continué de freiner l'activité.

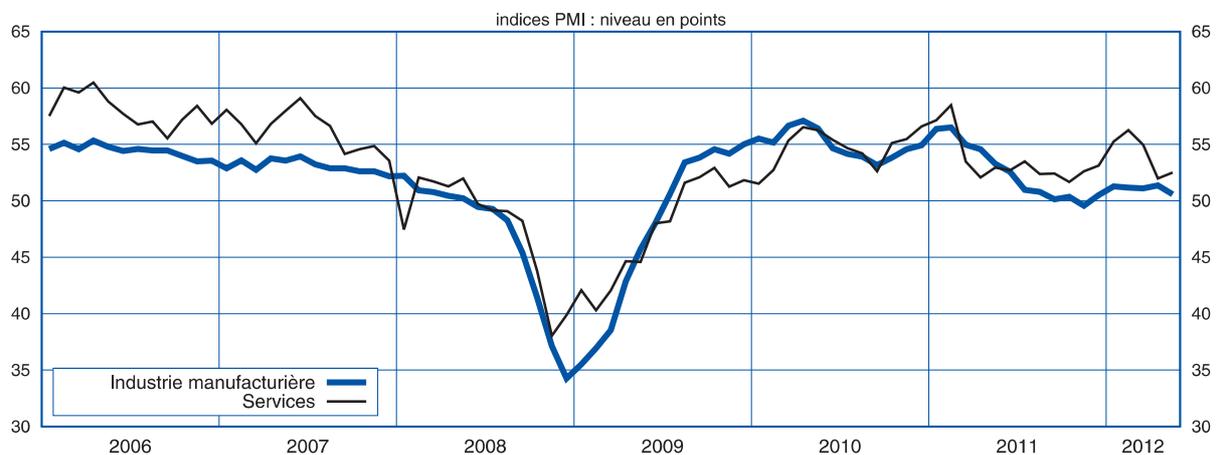
Depuis le pic atteint en février 2012, le climat conjoncturel global s'est détérioré en avril et en mai. Le repli est très marqué dans les services et de moindre ampleur dans le secteur manufacturier (cf. graphique 3). Dans les deux secteurs, l'indice PMI reste néanmoins dans la zone d'expansion. L'activité dans les économies avancées ralentirait donc, mais légèrement (+ 0,2 %), au deuxième trimestre. La demande intérieure continuerait de progresser à un rythme modéré. La consommation privée ralentirait légèrement aux États-Unis et de façon plus marquée au Japon. Elle se replierait en Europe. L'investissement resterait dynamique aux

2 - Une expansion modérée dans les économies émergentes



Source : Markit

3 - Le climat des affaires dans les économies avancées reste fébrile



Source : Markit

États-Unis et rebondirait au Japon. Les exportations ralentiraient nettement (+0,9 % après +1,6 %), la demande des pays émergents n'étant pas aussi dynamique qu'au premier trimestre.

En l'absence d'aggravation des tensions financières, l'activité croîtrait au rythme de 0,4 % par trimestre au second semestre 2012. La croissance des pays avancés dans leur ensemble bénéficierait notamment de l'accélération de la demande en provenance des pays émergents.

... toujours pénalisées par l'atonie de la zone euro

Cette situation d'ensemble recouvre des situations conjoncturelles très différentes (cf. graphique 4).

Aux États-Unis et au Japon, la demande intérieure soutient l'activité. Les ménages américains bénéficient de la bonne tenue du marché du travail et la consommation progresse. Les conditions de financement restent également favorables et le marché immobilier semble en voie de rétablissement. Seule la consolidation budgétaire, qui se traduit par un recul marqué des dépenses publiques, freine l'activité. L'économie japonaise bénéficie du soutien des plans de reconstruction qui dopent l'investissement public et les achats d'automobiles.

À l'inverse, la demande intérieure reste déprimée dans la zone euro. Le durcissement des conditions d'octroi de crédit et la faiblesse des perspectives d'activité contribuent à l'atonie de l'investissement, tandis que la dégradation du marché du travail et les mesures de

consolidation budgétaire amputent le pouvoir d'achat des ménages. Le Royaume-Uni bénéficierait des retombées des jeux olympiques cet été et sortirait de la récession. Il resterait toutefois pénalisé par la faiblesse de la demande en provenance de la zone euro.

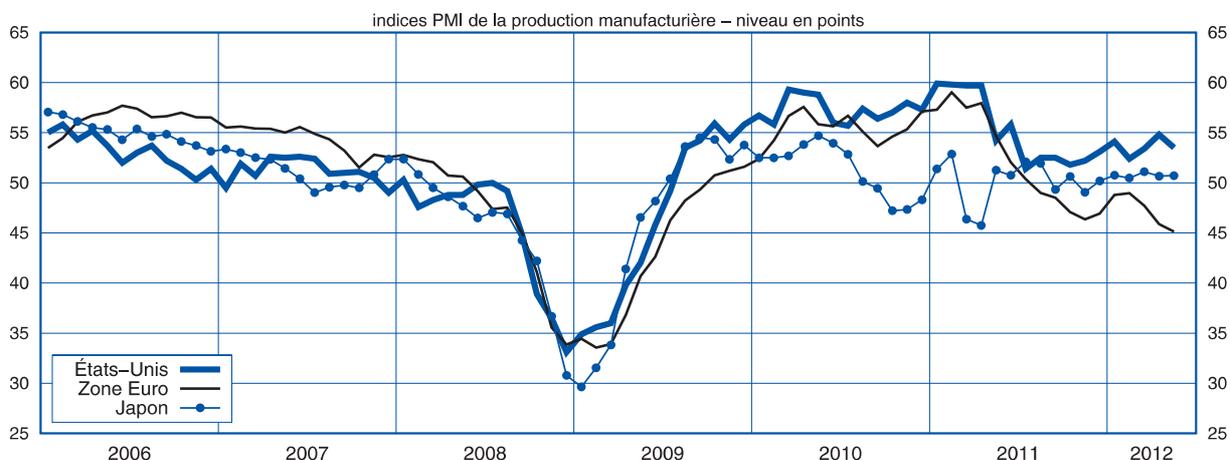
Au total, les économies avancées croîtraient de +1,3 % en 2012 comme en 2011. La décorrélation entre l'Europe et le reste des économies avancées serait patente. L'activité se contracterait dans la zone euro (-0,3 % après +1,5 %) et serait stable au Royaume-Uni (+0,1 % après +0,7 %). À l'inverse, elle rebondirait nettement au Japon (+2,6 % après -0,7 %) et accélérerait aux États-Unis (+2,2 % après +1,7 %)

La demande mondiale adressée à la France ralentirait fortement sur l'ensemble de l'année 2012

Au premier trimestre 2012, le commerce mondial a nettement rebondi (+1,6 % après 0,0 %), en ligne avec notre prévision de mars. Les importations des pays avancés ont repris, particulièrement en Europe, et les exportations des pays émergents ont rebondi après les perturbations liées aux inondations en Thaïlande.

Dans les enquêtes auprès des directeurs d'achat (PMI), les composantes relatives aux nouvelles commandes à l'exportation suggèrent une progression modeste du commerce mondial au deuxième trimestre (cf. graphique 5). Le commerce mondial progresserait ainsi de +0,8 % au deuxième trimestre, puis de +1,3 % par trimestre au second semestre, restant en deçà de son rythme

4 - La zone euro décroche



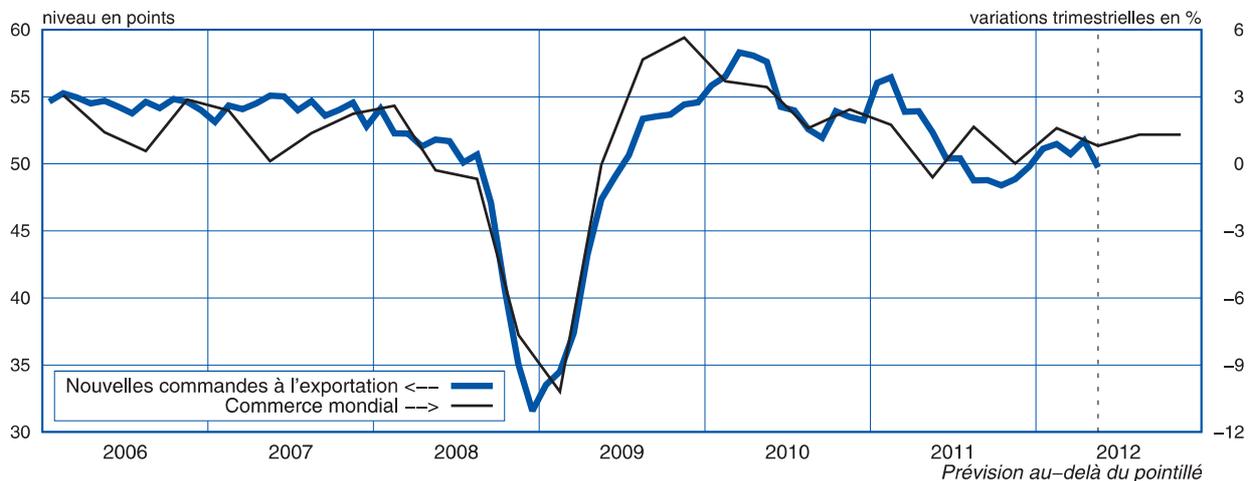
Source : Markit

de croissance de moyen terme (+1,7 % par trimestre). Les évolutions par grandes aires géographiques seraient contrastées : au Japon et aux États-Unis la demande interne resterait soutenue et les importations continueraient de progresser. En Europe, l'activité resterait déprimée et les importations ne progresseraient que très modestement à l'horizon de la prévision. Les économies émergentes dans leur ensemble auraient des importations plus dynamiques que leurs exportations et contribueraient ainsi positivement à la demande nette adressée aux économies avancées. Au total, la hausse des

échanges se limiterait à +3,9 % en 2012 après +5,7 % en 2011.

Pénalisée par la faiblesse de la demande européenne, la demande mondiale adressée à la France serait moins dynamique que le commerce mondial dans son ensemble. Au deuxième trimestre 2012, la demande mondiale adressée à la France serait stable (0,0 %). Au second semestre, elle bénéficierait de l'accélération de la demande en provenance des pays émergents (+0,5 % par trimestre). Au total, elle serait nettement moins dynamique en 2012 (+0,9 %) qu'en 2011 (+6,0 %).■

5 -Le commerce mondial ralentirait au deuxième trimestre



Sources : Markit, Centraal PlanBureau, calculs et prévisions INSEE

Équilibre ressources-emplois en volume des économies avancées

	Variations trimestrielles en %												Variations annuelles en %		
	2010				2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	0,8	1,0	0,6	0,3	0,0	0,1	0,6	0,2	0,3	0,2	0,4	0,4	2,8	1,3	1,3
Consommation privée	0,5	0,5	0,5	0,6	-0,1	0,0	0,4	0,2	0,5	0,2	0,2	0,3	1,7	1,0	1,2
Consommation publique	-0,3	0,8	0,2	-0,3	-0,7	0,0	-0,1	-0,4	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	0,9	-0,8	-0,8
Investissement	0,5	2,8	1,3	0,4	0,6	1,1	1,5	1,0	0,0	0,8	1,0	1,0	1,3	3,7	3,2
Exportations	2,6	3,7	2,1	1,7	1,4	-0,2	2,2	-0,3	1,6	0,9	1,1	1,1	12,7	5,5	3,9
Importations	3,0	4,7	2,3	0,3	1,2	0,3	0,9	0,0	1,0	0,7	0,9	0,9	11,0	4,5	2,8
Contributions à la croissance															
Demande intérieure hors stocks	0,3	0,9	0,4	0,4	-0,1	0,1	0,4	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	1,5	1,0	1,1
Variations de stocks	0,6	0,2	0,2	-0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	-0,1
Extérieur	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3	0,3

■ Prévision

Sources : Instituts statistiques nationaux, Fonds monétaire international, calculs Insee

Échanges extérieurs

Au premier trimestre 2012, les exportations de biens et services ont nettement ralenti (+0,3 % après +1,1 %). En effet, les exportations de biens manufacturés sont restées dynamiques (+1,5 % après +1,5 %), mais les ventes de produits agricoles ont fortement baissé (-16,1 %). Les exportations croîtraient de nouveau faiblement au deuxième trimestre (+0,3 %), puis retrouveraient un peu plus de dynamisme au second semestre, soutenues par une légère accélération de la demande étrangère et la dépréciation récente de l'euro. Sur l'ensemble de l'année 2012, les exportations augmenteraient de 2,9 % après +5,5 % en 2011.

Après avoir fortement reculé fin 2011, les importations ont rebondi au premier trimestre 2012 (+0,7 % après -1,4 %). Elles poursuivraient leur progression par la suite, accélérant légèrement en fin d'année, dans le sillage des exportations. Sur l'ensemble de l'année, les importations croîtraient de 0,8 %, après +5,2 % en 2011.

Au total, la contribution comptable du commerce extérieur à la croissance de l'activité serait légèrement négative au deuxième trimestre 2012 (-0,1 %) puis nulle au second semestre. Elle serait nettement positive en moyenne annuelle (+0,6 point).

Les exportations seraient soutenues par la demande de l'Allemagne et des pays hors zone euro

Au premier trimestre 2012, les exportations ont progressé (+0,3 %) moins vivement qu'au trimestre précédent (+1,1 %, cf. tableau). Les ventes de produits manufacturés ont augmenté de 1,5 %, soutenues par le redressement de la demande mondiale adressée à la France (cf. graphique 1). La demande des pays de la zone euro s'est en effet stabilisée et celle des pays émergents a rebondi. En revanche, les exportations de produits agricoles, en particulier vers le Maghreb, se sont fortement contractées (-16,1 %), et les exportations de produits énergétiques ont reculé.

Au deuxième trimestre, la croissance des exportations resterait faible (+0,3 % après +0,3 %). Les ventes de produits agricoles se redresseraient quelque peu après leur forte baisse du trimestre précédent (+2,0 % après -16,1 %), et les exportations d'énergie feraient de même. En revanche, les ventes de produits manufacturés progresseraient à un rythme plus modéré qu'au premier trimestre (+0,4 % après +1,5 %). En effet, la demande adressée à la France ralentirait au deuxième trimestre : les importations des économies émergentes perdraient un peu de dynamisme et les échanges resteraient atones au

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles								Moyennes annuelles	
	2011				2012				2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Exportations										
Ensemble des biens et services	1,2	0,9	1,4	1,1	0,3	0,3	0,8	0,9	5,5	2,9
Produits manufacturés (75 %*)	0,5	0,7	1,4	1,5	1,5	0,4	1,0	1,1	4,5	4,7
Importations										
Ensemble des biens et services	3,1	-0,6	0,4	-1,4	0,7	0,6	0,8	0,8	5,2	0,8
Produits manufacturés (77 %*)	3,4	0,2	0,1	-2,0	1,6	0,8	1,0	1,0	6,7	1,5
Contribution du commerce extérieur au PIB	-0,6	0,4	0,2	0,7	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,6

Prévisions

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2011

Source : Insee

sein de la zone euro. La demande adressée à la France serait toujours moins dynamique que le commerce mondial (cf. graphique 2) : la situation économique difficile en Espagne et en Italie, partenaires commerciaux importants de la France, continuerait de pénaliser l'économie française en moyenne plus que le reste du monde. En revanche, la baisse de l'euro depuis début 2012 contribuerait à améliorer la compétitivité-prix de la France et soutiendrait les exportations (cf. graphique 3).

Au second semestre 2012, les exportations accéléreraient légèrement (+0,8 % au troisième trimestre puis +0,9 % au quatrième). Les exportations de produits manufacturés bénéficieraient du dynamisme croissant de la demande adressée à la France, en provenance de l'Allemagne, des États-Unis et des pays du reste du monde. En outre, les effets favorables de la dépréciation de l'euro se renforceraient.

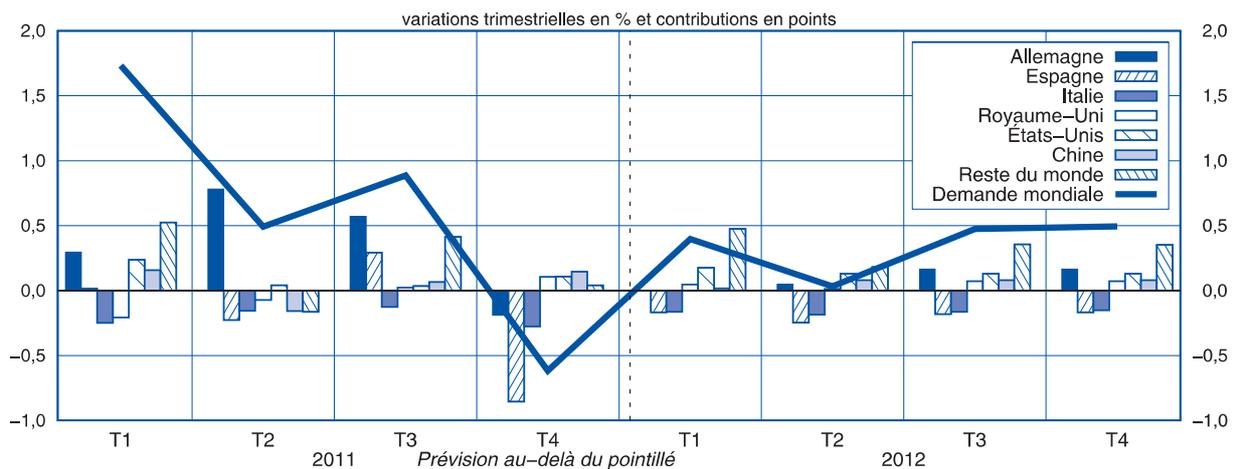
Dans le sillage des ventes de produits manufacturés, les exportations de services se redresseraient. Les ventes d'énergie et de produits agricoles se stabiliseraient.

Sur l'année, les exportations de biens et services augmenteraient de 2,9 % en 2012, après +5,5 % en 2011.

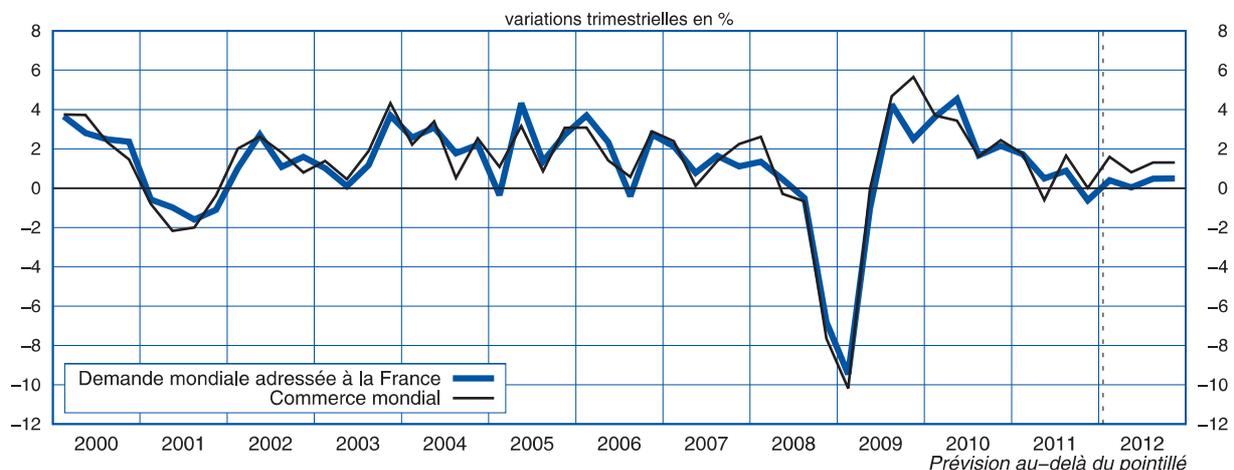
Les importations progresseraient faiblement en 2012

Au premier trimestre 2012, les importations ont rebondi (+0,7 % après -1,4 % au quatrième trimestre 2011), en particulier les importations de produits manufacturés (+1,6 % après -2,0 %). Les importations de produits issus de la cokéfaction et du raffinage ont notamment fortement augmenté, compensant une baisse d'activité due à des travaux d'entretien dans certaines raffineries

1 - Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires



2 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



françaises. Cette baisse d'activité a en outre contribué à la contraction des importations de pétrole brut.

Au deuxième trimestre 2012, les importations manufacturées ralentiraient (+0,8 % après +1,6 %). Elles seraient pénalisées par le recul de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises en produits manufacturés. Elles accéléreraient ensuite légèrement au second semestre dans le sillage de l'accélération des exportations⁽¹⁾ et du redressement progressif de la demande intérieure (cf. graphique 4).

Les achats énergétiques progresseraient au deuxième trimestre (+1,1 %), soutenus par la baisse du prix du pétrole, avant de se stabiliser au

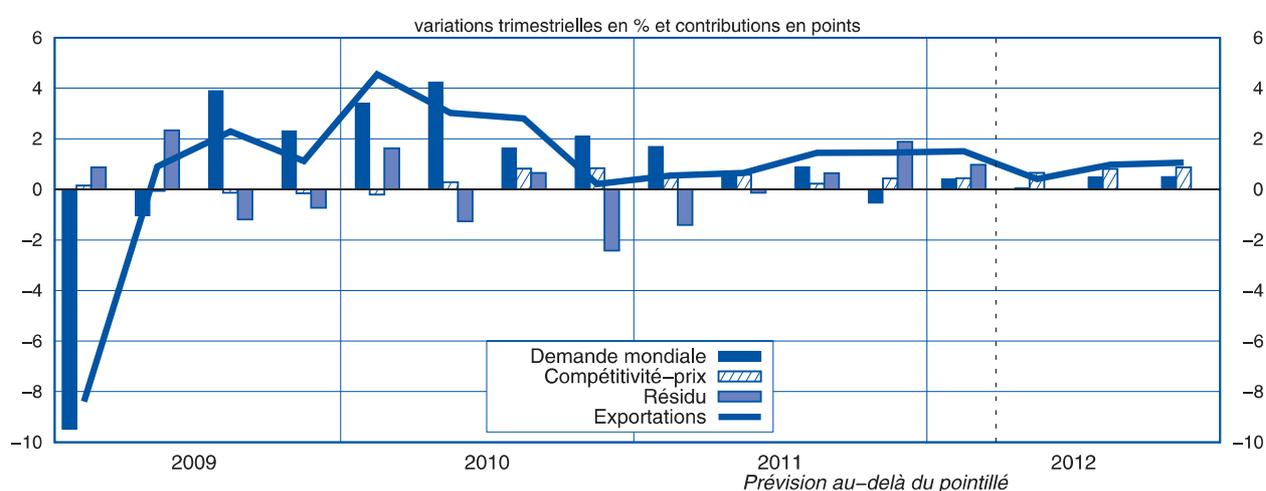
second semestre. Les importations de produits agricoles seraient stables jusqu'à la fin de l'année, et les importations de services continueraient de progresser.

Au total, les importations de biens et services marqueraient nettement le pas en 2012 (+0,8 % après +5,2 % en 2011).

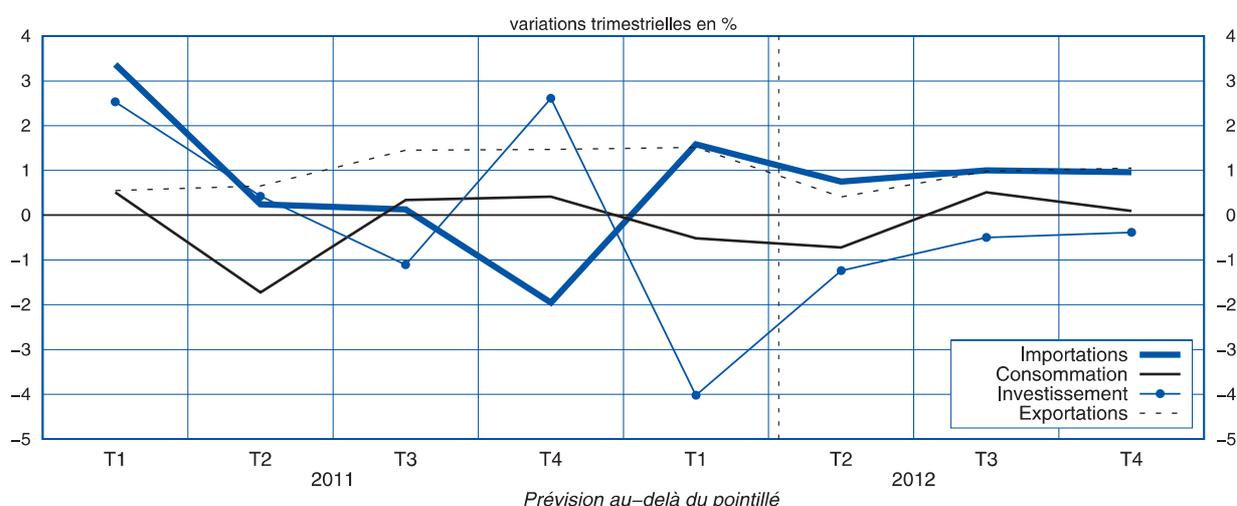
La contribution comptable du commerce extérieur à la croissance de l'activité serait négative au deuxième trimestre puis nulle au second semestre. Cependant, en moyenne annuelle, elle serait fortement positive en 2012 (+0,6 point), en raison d'une forte contribution au quatrième trimestre 2011. ■

(1) Via le contenu des importations en exportations

3 - Exportations de produits manufacturés et contributions économétriques



4- Importations et composantes de la demande française pour les produits manufacturés



Pétrole et matières premières

Du fait du dynamisme de l'offre, notamment des pays de l'Opep, et du ralentissement de la demande dans les pays développés, le marché pétrolier connaîtrait, sur l'année, un excédent important. Les effets saisonniers seraient toutefois marqués. Avec la fin de l'hiver, l'excès d'offre apparu au premier trimestre 2012 se renforcerait au deuxième trimestre. Le marché se rapprocherait de l'équilibre au second semestre 2012, la consommation augmentant fortement dans les pays développés avec les départs en vacances d'été. Le prix du pétrole fluctuerait d'ici la fin de l'année 2012 autour de 100 \$ le baril de Brent, un niveau significativement inférieur au pic de mars (125 \$). Sur l'année 2012, le prix du pétrole baisserait par rapport à 2011 (-3,4 %), après avoir nettement augmenté l'année dernière (+39,6 % par rapport à 2010).

Après la hausse enregistrée au premier trimestre 2012, les prix des matières premières hors énergie fléchissent depuis avril 2012. En particulier, le ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents et les perspectives de croissance faibles en Europe pèsent sur les cours des matières premières industrielles. Les cours des céréales s'inscrivent également en repli, mais de façon moins marquée.

Un excédent élevé sur le marché pétrolier au premier trimestre 2012

Déficitaire sur l'ensemble de l'année 2011 (de 800 000 barils par jour, bpj, en moyenne), le

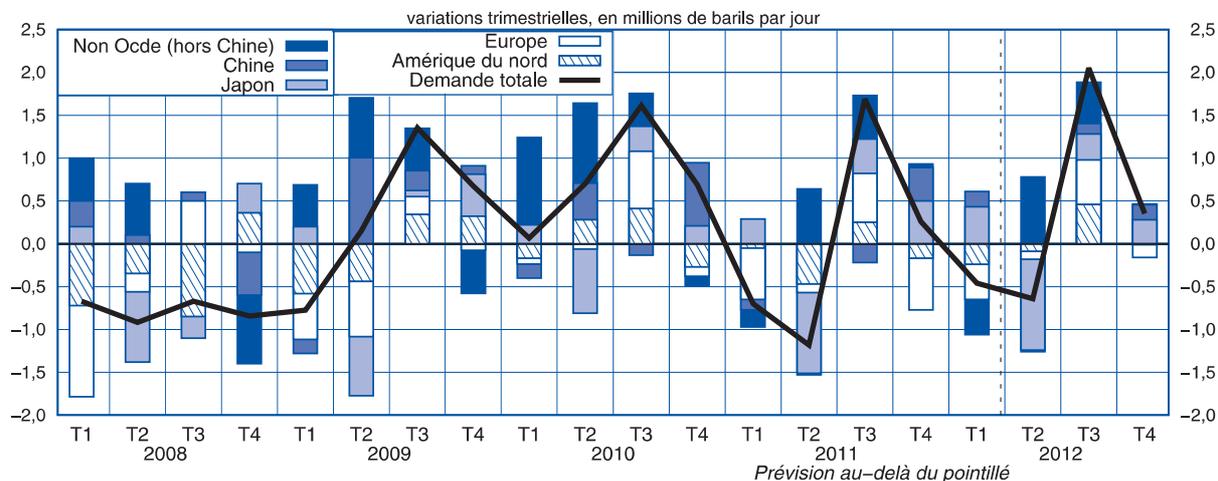
marché pétrolier est devenu largement excédentaire au premier trimestre 2012 (de 1,2 million de bpj), pour la première fois depuis 2005. L'offre a fortement augmenté (+1,2 million de bpj) grâce à la production record de pétrole brut et de gaz naturel liquéfié dans les pays de l'Opep. En effet, la production en Libye a retrouvé au premier trimestre plus de 80 % de son niveau d'avant la révolution et la poursuite de la progression des prix a encouragé l'Arabie Saoudite à accroître sa production.

Parallèlement, la demande de pétrole s'est repliée (-500 000 bpj), notamment en Europe du fait du ralentissement de l'activité. La demande a également baissé aux États-Unis, les stocks y ayant atteint un niveau très supérieur à leur moyenne des dernières années. La consommation est restée dynamique au Japon, où une augmentation des importations de pétrole et de gaz est nécessaire pour pallier l'arrêt de la production énergétique nucléaire.

L'excédent s'accroîtrait au deuxième trimestre...

L'excédent sur le marché physique s'accroîtrait au deuxième trimestre 2012. L'offre de pétrole se maintiendrait à un niveau élevé, grâce au dynamisme de la production dans les pays de l'Opep. La production saoudienne demeurerait ainsi à un niveau record, soutenue par un prix du baril toujours élevé et la perspective d'une demande accrue avec l'entrée en vigueur, au 1^{er} juillet 2012, de l'embargo européen sur les importations iraniennes.

1 - Des effets saisonniers importants du côté de la demande



À l'inverse, avec la fin de l'hiver, la consommation de pétrole baisserait dans les pays développés, principalement au Japon (cf. graphique 1). Au total, au deuxième trimestre 2012, l'offre excéderait la demande de 1,7 million de bpi.

... puis se résorberait partiellement d'ici la fin de l'année 2012

Au troisième trimestre 2012, la demande de pétrole se redresserait nettement (+2,1 millions de bpi) tandis que l'offre progresserait plus faiblement (+400 000 bpi) : l'excédent du marché pétrolier serait ainsi résorbé. La hausse de la demande proviendrait majoritairement des pays développés (+1,5 million de bpi), où la consommation augmente habituellement avec la saison des départs en vacances (cf. graphique 1). Du côté de l'offre, la hausse saisonnière de la production de biocarburants et l'augmentation de la production de gaz naturel liquéfié dans les pays de l'Opep seraient en partie compensées par la baisse de la production européenne liée aux travaux de maintenance en mer du Nord.

Au quatrième trimestre 2012, le marché pétrolier renouerait avec un léger excédent (300 000 bpi). Avec la fin des contraintes saisonnières sur les productions européenne et américaine, l'offre progresserait en effet plus rapidement que la demande.

La détente sur le marché physique pèserait sur les cours du brut

Le prix du pétrole a fortement augmenté au premier trimestre 2012, malgré un marché physique excédentaire. Sur fond de tensions géopolitiques avec l'Iran, le prix du baril de Brent s'est établi à 118 \$ en moyenne, soit une hausse

de 8,1 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Depuis avril, l'apaisement des tensions géopolitiques, l'excédent sur le marché physique et les craintes sur la situation économique de la zone euro ont entraîné un fléchissement des cours du brut (cf. graphique 2). Le prix du baril de Brent a baissé de 3,1 % en avril puis de 7,4 % en mai et est passé sous 100 \$ début juin, son niveau le plus faible depuis février 2011.

D'ici la fin de l'année, le prix du pétrole fluctuerait autour de 100 \$ le baril de Brent. L'excédent sur le marché physique devrait conforter la baisse récente des prix, mais les tensions sur l'offre demeurent : les capacités additionnelles des pays de l'Opep sont au plus bas depuis trois ans et les risques géopolitiques sont toujours importants.

Les cours des matières premières hors énergie en baisse

Tout comme le prix du pétrole, les cours des matières premières hors énergie se sont repliés en avril, après les hausses enregistrées début 2012. En particulier, avec le ralentissement de l'activité en Europe et en Chine, les cours des matières premières industrielles marquent le pas (cf. graphique 3). Début juin, l'acquis de croissance du prix du cuivre pour le deuxième trimestre 2012 était de -5,5 % (après +10,9 % au premier trimestre). De même, les cours de l'aluminium ont déjà baissé de 8,3 % par rapport au premier trimestre 2012. Du côté des matières premières alimentaires, les cours des céréales refluent également (cf. graphique 4). Grâce à de bonnes perspectives de récoltes, les cours du blé et du maïs ont baissé respectivement de 2,8 % et 2,6 % en avril, et l'acquis de croissance pour le deuxième trimestre est de -1,9 % pour le prix du blé et de -4,9 % pour celui du maïs. ■

2 - Le prix du pétrole baisse depuis avril

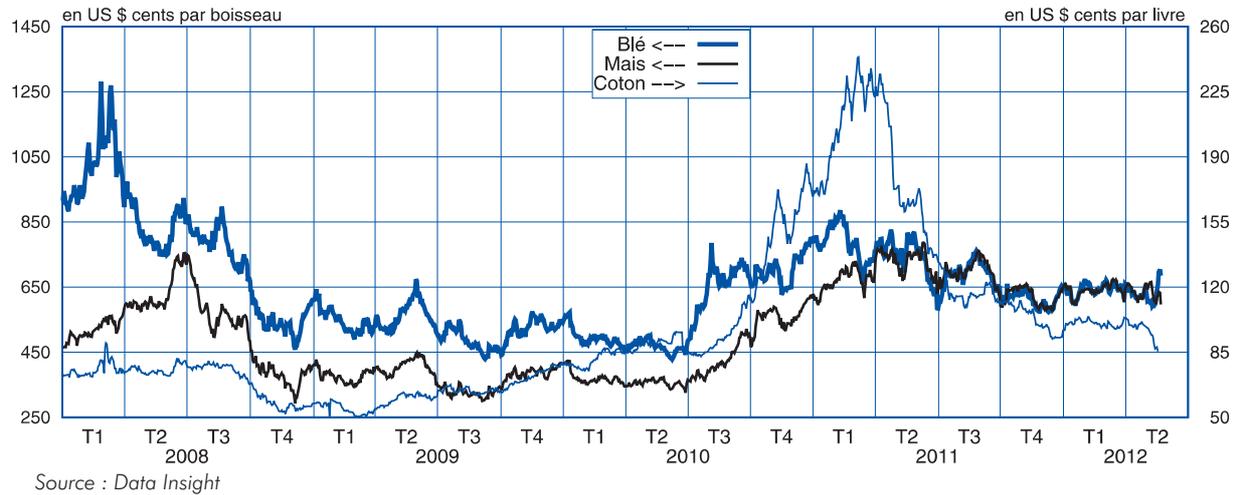


Sources : Financial Times et Insee

3 - Cours des métaux industriels



4 - Cours des matières premières alimentaires et agro-industrielles



Prix à la consommation

À l'horizon de la prévision, le taux de chômage élevé continuerait de limiter les pressions inflationnistes et l'inflation sous-jacente resterait inférieure à 1,5 % au second semestre 2012. Les prix alimentaires hors frais ralentiraient, sous l'effet de la stabilisation des cours des matières premières alimentaires. L'inflation des services augmenterait légèrement d'ici fin 2012, car le glissement annuel des télécommunications, très bas en avril après les baisses de tarifs de début d'année, se redresserait.

L'inflation d'ensemble diminuerait nettement, à 1,4 % en décembre 2012, après 2,0 % en mai : elle bénéficierait du fort recul du glissement annuel des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Stabilité de l'inflation sous-jacente, baisse de l'inflation d'ensemble

L'inflation sous-jacente est mesurée en retirant de l'indice d'ensemble les composantes volatiles (énergie, produits frais), les tarifs publics, et en corrigeant des mesures fiscales. À l'horizon de décembre 2012, l'inflation sous-jacente descendrait à 1,3 % (cf. graphique 1). Elle serait modérée par un taux de chômage élevé, qui freinerait les salaires, ainsi que par la baisse des prix des matières premières survenue à partir du deuxième trimestre 2011. Toutefois, le glissement annuel ne baisserait guère : les fortes promotions automobiles du second semestre 2011 ne seraient plus prises en compte dans son calcul.

Après avoir atteint un pic à 2,5 % en novembre et décembre 2011, l'inflation d'ensemble diminuerait sur le reste de l'année : de 2,0 % en glissement annuel en mai 2012, elle perdrait 0,6 point pour revenir à 1,4 % en décembre 2012 (cf. graphique 2). La principale contribution à cette baisse viendrait du repli de l'inflation énergétique, dans le sillage des baisses passées du prix du pétrole. L'inflation alimentaire reculerait également nettement, à la fois pour les produits frais et pour les produits hors frais.

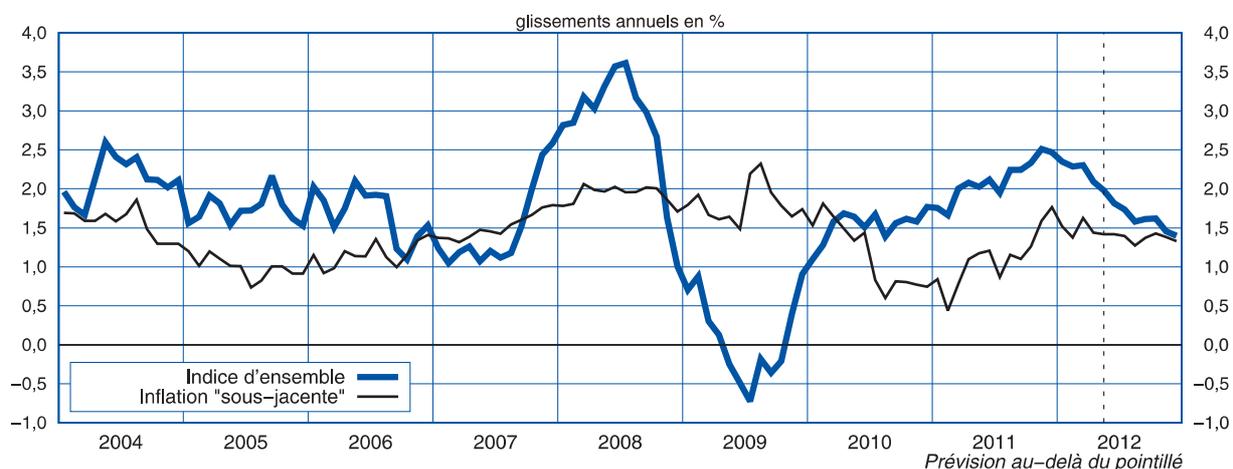
L'inflation des produits manufacturés stable à l'horizon de la prévision

Le glissement annuel des prix des produits manufacturés serait stable jusqu'à la fin de l'année : il s'établirait à +0,8 % en décembre 2012, comme en avril 2012 (cf. tableau). Le faible niveau des taux d'utilisation des capacités de production et la modération des coûts salariaux contribueraient à contenir l'inflation dans ce secteur.

Les prix dans l'habillement ralentiraient nettement d'ici décembre 2012, grâce à la forte baisse des prix du coton depuis la fin du premier trimestre 2011 : de 163 euros par livre en mars 2011, ils ont chuté à 69 euros par livre en mai 2012. Le glissement annuel des prix de l'habillement-chaussures reviendrait ainsi à 1,2 % en décembre, contre 2,3 % en mai 2012.

Le glissement annuel des prix des autres produits manufacturés, à 1,5 % en mai, serait quasi stable en décembre (1,4 %).

1 - Prix à la consommation en France



L'inflation des services serait en légère augmentation

Le glissement annuel des prix des services augmenterait légèrement, de 1,5 % en mai à 1,7 % en décembre 2012. Les fortes baisses des prix des télécommunications fin 2011 et début 2012 se poursuivraient à un rythme plus modéré sur le reste de l'année. Le glissement annuel des prix des télécommunications, bien que toujours négatif, se redresserait ainsi légèrement. Les prix des autres services connaîtraient des mouvements saisonniers habituels. Ils augmenteraient en juillet pour l'hébergement, les voyages touristiques et les transports aériens, puis baisseraient en septembre.

L'inflation des produits alimentaires diminuerait

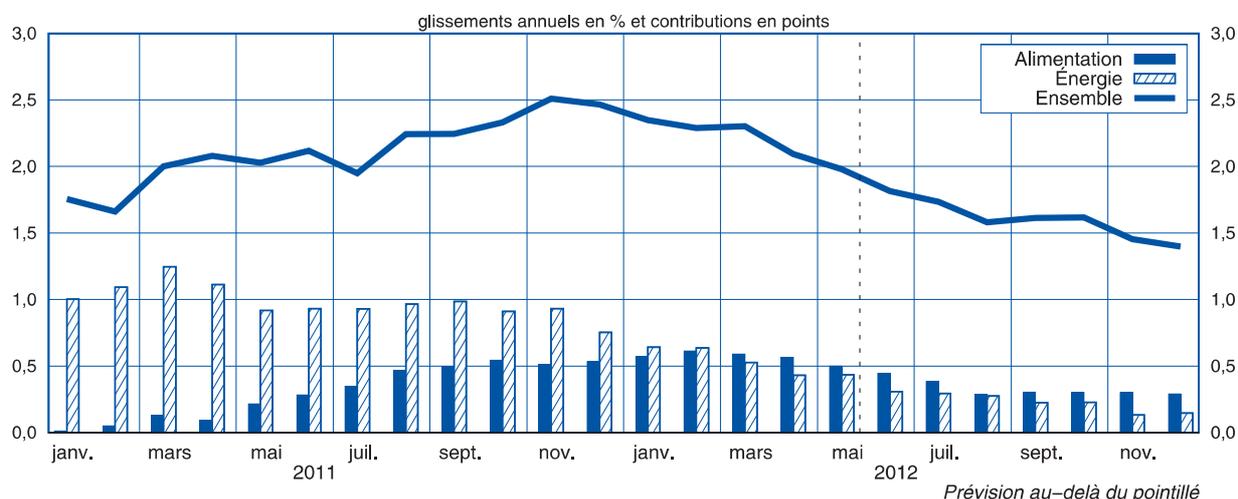
Les prix des matières premières alimentaires importées ont fortement progressé tout au long de l'année 2010 et début 2011. Elles ont ensuite nettement baissé à partir de mars 2011. Elles se stabiliseraient à partir d'avril 2012, à un niveau inférieur à celui de début 2011, et leurs hausses passées cesseraient de se diffuser aux prix de l'alimentation. Le glissement annuel des prix de l'alimentation hors frais continuerait ainsi de diminuer jusqu'en décembre 2012 : de 2,9 % en mai, il reviendrait à 1,9 % à l'horizon de la prévision.

L'inflation dans l'énergie en forte baisse

Sous l'hypothèse de stabilité du prix du baril de Brent en prévision à 81 euros, le glissement annuel des prix de l'énergie diminuerait fortement de 5,0 % en mai jusqu'à 1,7 % en décembre : il continuerait donc de baisser depuis le pic à 15,3 % atteint en mars 2011 (cf. graphique 3). Cette baisse serait néanmoins modérée par la hausse de la contribution au service public de l'électricité au 1^{er} juillet 2012.

Le glissement annuel des prix des produits frais diminuerait également à l'horizon de décembre 2012. Il chuterait en juillet et août, car la baisse des prix des produits frais de l'été 2011 a été particulièrement faible. ■

2 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



Source : Insee

3 - Glissements annuels des prix des produits pétroliers et du Brent



Source : Insee

Les prix à la consommation

évolutions en %

Regroupements IPC* (pondérations 2012)	Avril 2012		Mai 2012		Juin 2012		Décembre 2012		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2011	2012
Alimentation (16,4 %)	3,5	0,6	3,0	0,5	2,7	0,4	1,8	0,3	1,9	2,6
dont : produits frais (2,1 %)	4,2	0,1	3,9	0,1	3,3	0,1	0,7	0,0	-1,2	1,6
hors produits frais (14,3 %)	3,4	0,5	2,9	0,4	2,6	0,4	1,9	0,3	2,4	2,8
Tabac (2,0 %)	5,7	0,1	5,7	0,1	5,7	0,1	0,0	0,0	5,9	4,4
Produits manufacturés (29,9 %)	0,8	0,2	1,0	0,3	0,9	0,3	0,8	0,2	0,1	0,8
Énergie (8,7 %)	5,3	0,5	5,0	0,4	3,5	0,3	1,7	0,1	12,3	4,2
dont : produits pétroliers (5,2 %)	6,7	0,3	6,1	0,3	3,7	0,2	1,3	0,1	15,8	4,8
Services (43,1 %)	1,6	0,7	1,5	0,6	1,6	0,7	1,7	0,7	1,7	1,7
dont : loyers-eau (7,4 %)	2,3	0,2	2,0	0,2	2,1	0,2	2,1	0,2	1,8	2,1
santé (5,3 %)	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,7	0,0	1,1	0,5
transports-communications (5,2 %)	-2,9	-0,2	-3,8	-0,2	-3,2	-0,2	-2,6	-0,1	-0,5	-2,9
autres services (25,2 %)	2,7	0,7	2,6	0,7	2,7	0,7	2,7	0,7	2,2	2,7
Ensemble IPC (100 %)	2,1	2,1	2,0	2,0	1,8	1,8	1,4	1,4	2,1	1,9
Ensemble hors énergie (91,3 %)	1,8	1,6	1,7	1,5	1,7	1,5	1,4	1,3	1,3	1,6
Ensemble hors tabac (98,0 %)	2,0	2,0	1,9	1,9	1,7	1,7	1,4	1,4	2,1	1,8
Inflation « sous-jacente » (61,0 %)⁽¹⁾	1,4	0,9	1,4	0,9	1,4	0,9	1,3	0,8	1,1	1,4
Ensemble IPCH*	2,4	2,4	2,3	2,3	2,1	2,1	1,6	1,6	2,3	2,0

■ Préviation

ga : glissement annuel.

cga : contribution au glissement annuel.

* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

Emploi

Au second semestre 2011, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a baissé, pour la première fois depuis fin 2009 : 36 000 postes ont été perdus dans ces secteurs. Du fait de la faiblesse de l'activité, l'emploi marchand continuerait de reculer en 2012 (-25 000 postes).

Grâce aux créations d'emploi observées au premier trimestre, l'emploi marchand serait toutefois en légère hausse au premier semestre avant de baisser à nouveau au second.

Dans les secteurs non marchands, le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés serait en légère hausse en 2012. L'emploi non marchand progresserait au premier semestre 2012 (+23 000) puis se stabiliserait au second semestre (-1 000).

Au total, l'emploi augmenterait au premier semestre (+34 000) puis reculerait au second semestre (-36 000). Il serait stable sur l'ensemble de l'année 2012 après deux années de hausse (+61 000 en 2011 et +124 000 en 2010).

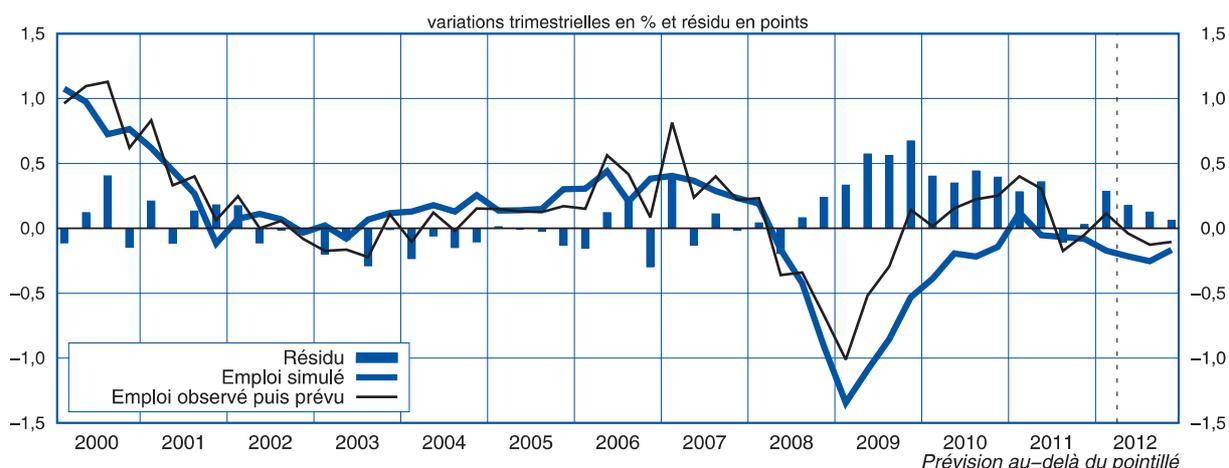
Le nombre de salariés dans les secteurs marchands en baisse en 2012

En 2011, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a continué de progresser, mais moins fortement qu'en 2010 : 77 000 postes ont été créés, après +103 000 l'année précédente. Le profil de l'emploi au cours de l'année a été très marqué : les effectifs ont progressé vigoureusement au premier semestre 2011 (+114 000), puis ont reculé au second semestre (-36 000 postes).

Malgré le ralentissement de l'activité, l'emploi marchand s'inscrit à nouveau en hausse au premier trimestre 2012. Il retrouve ainsi un dynamisme supérieur à ce que laisseraient attendre les comportements passés (cf. graphique 1).

Sur le reste de l'année, l'emploi marchand non agricole reculerait (cf. tableau 1), mais, dans la lignée du premier trimestre, il est fait l'hypothèse qu'il baisserait moins fortement qu'attendu sur la base des comportements passés, en ligne avec ce qu'indiquent les résultats des enquêtes de conjoncture. L'emploi salarié marchand augmenterait légèrement au premier semestre 2012 (+12 000), avant de se replier au second

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi. Un résidu positif, comme en début d'année 2011, indique que l'emploi observé a évolué de façon plus favorable que ne laissent attendre les comportements passés.

Source : Insee

semestre (-37 000 postes). Fin 2012, l'emploi marchand reviendrait ainsi au niveau de début 2011 (cf. graphique 2).

L'industrie concentrerait l'essentiel des pertes d'emploi en 2012

En 2011, l'emploi industriel hors intérim⁽¹⁾ s'est stabilisé (-2 000 postes sur l'année). Les créations d'emplois industriels début 2011 (+6 000) ont été d'ampleur comparable aux pertes du second semestre (-7 000 postes). Les suppressions d'emploi industriel hors intérim reprendraient en 2012. En effet, dans les enquêtes de conjoncture les perspectives d'activité du secteur se sont dégradées début 2012 et les chefs d'entreprise sont pessimistes sur le niveau de leurs carnets de commandes. Aussi, l'emploi industriel reculerait de nouveau au premier semestre 2012 à un rythme proche de celui observé en moyenne depuis dix ans (-17 000 emplois ; cf. graphique 3)⁽²⁾. Ce repli s'accroîtrait au second semestre (-29 000). Au

(1) Dans les chiffres de l'emploi publiés par l'Insee, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

(2) En moyenne, 20 000 postes ont été détruits chaque semestre entre 2001 et 2010.

total, l'emploi industriel hors intérim baisserait fortement en 2012 (-1,4 % ; soit -46 000 postes) après avoir été stable en 2011.

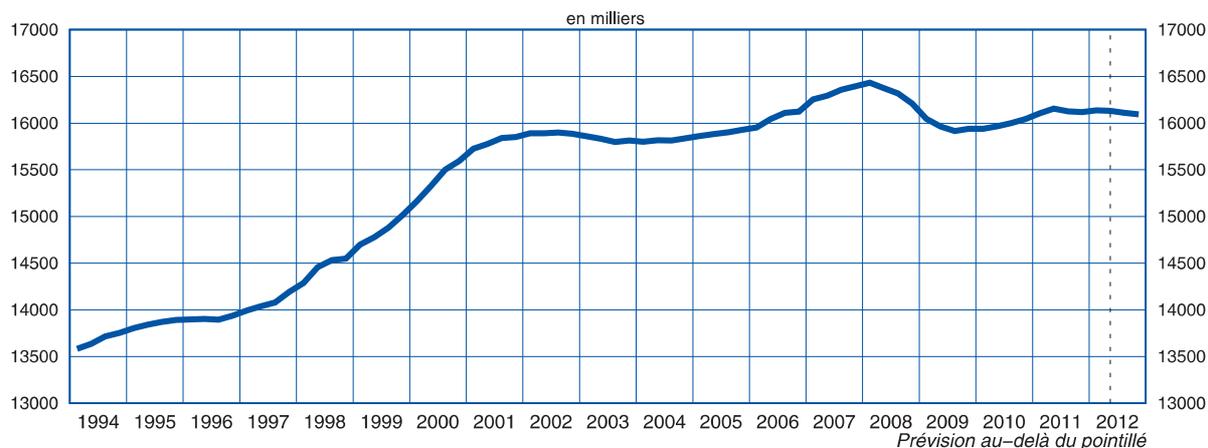
Si l'emploi industriel (hors intérim) a été stable en 2011, le volume d'emploi⁽³⁾ utilisé dans ce secteur a toutefois reculé compte tenu de la baisse du nombre de postes d'intérimaires industriels (-15 000). Le taux de recours à l'intérim dans le secteur s'est par conséquent replié : de 7,7 % au premier trimestre 2011, il est revenu à 7,1 % au premier trimestre 2012 (cf. graphique 4). Il continuerait de diminuer pour revenir à 7,0 % en fin d'année 2012. L'industrie devrait donc continuer de perdre des emplois intérimaires en 2012 (-12 000 postes).

Les pertes d'emploi dans la construction se poursuivraient

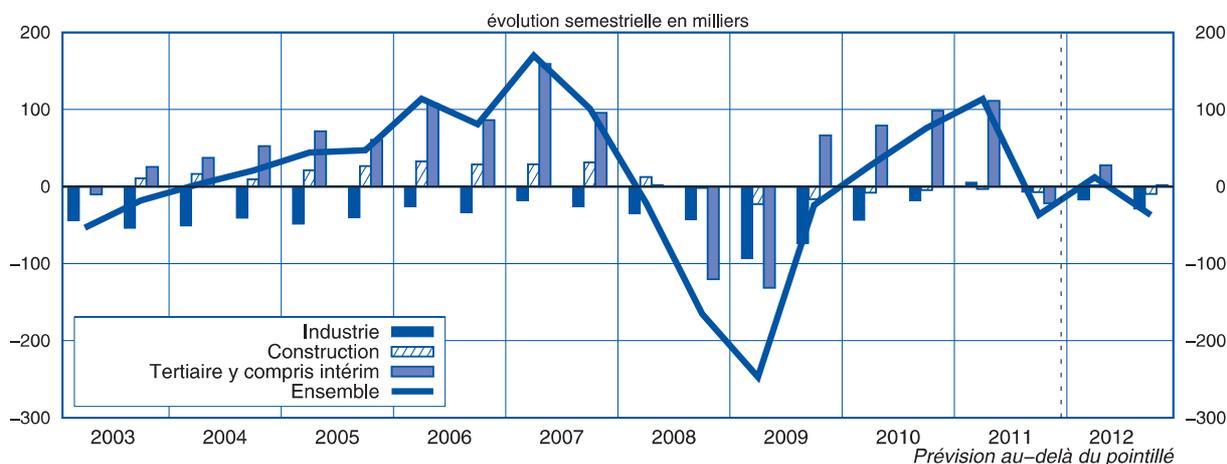
Dans la construction, les pertes d'emploi se sont poursuivies en 2011 à un rythme proche de celui de 2010 : 11 000 emplois perdus après 13 000 l'année précédente. Cette baisse s'est concentrée sur le second semestre de l'année (-7 000).

(3) Emploi considéré y compris intérim.

2 - Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



3 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



Au premier trimestre 2012, l'emploi dans la construction a augmenté mais il serait en baisse jusqu'à la fin de l'année. En effet, les chefs d'entreprise interrogés dans les enquêtes de conjoncture n'anticipent pas d'amélioration du marché du travail de la construction. Au total, l'emploi dans la construction serait en légère hausse au premier semestre 2012 (+2 000) avant de se replier au second semestre (-10 000).

Moins de créations d'emploi dans les secteurs tertiaires marchands en 2012

Dans le secteur tertiaire marchand, le profil semestriel de l'emploi a été très marqué en 2011 : après avoir fortement progressé au premier semestre (+111 000), l'emploi tertiaire a reculé au second semestre (-22 000). Les créations d'emploi dans le secteur tertiaire marchand ont été ainsi moins nombreuses en 2011 qu'en 2010 (+90 000 emplois contre +177 000 l'année précédente). Ce tassement au second semestre est imputable, d'une part, au retournement de l'emploi intérimaire fin 2011 (-35 000 postes au second semestre après +13 000 au premier semestre) et, d'autre part, à des créations de postes hors intérim en perte de vitesse fin 2011 (+13 000 après +98 000 au premier semestre 2011).

Au premier trimestre 2012, l'emploi intérimaire s'est stabilisé et l'emploi du secteur tertiaire marchand s'est redressé (+19 000). Sur le reste de l'année, l'intérim reculerait et le taux de recours à l'intérim, en baisse depuis le second semestre 2011, continuerait de décroître. Sur l'année, la diminution du nombre de postes intérimaires serait comparable à celle observée l'année précédente : -24 000 après -22 000 en 2011.

Hors intérim, l'emploi du secteur tertiaire pâtirait de la faiblesse de l'activité. Il progresserait tout de même sur l'année sous l'effet notamment des

créations de postes constatées au premier trimestre. Sur l'ensemble de l'année, les créations de postes seraient moins nombreuses qu'en 2011 : +39 000 au premier semestre puis +14 000 au second.

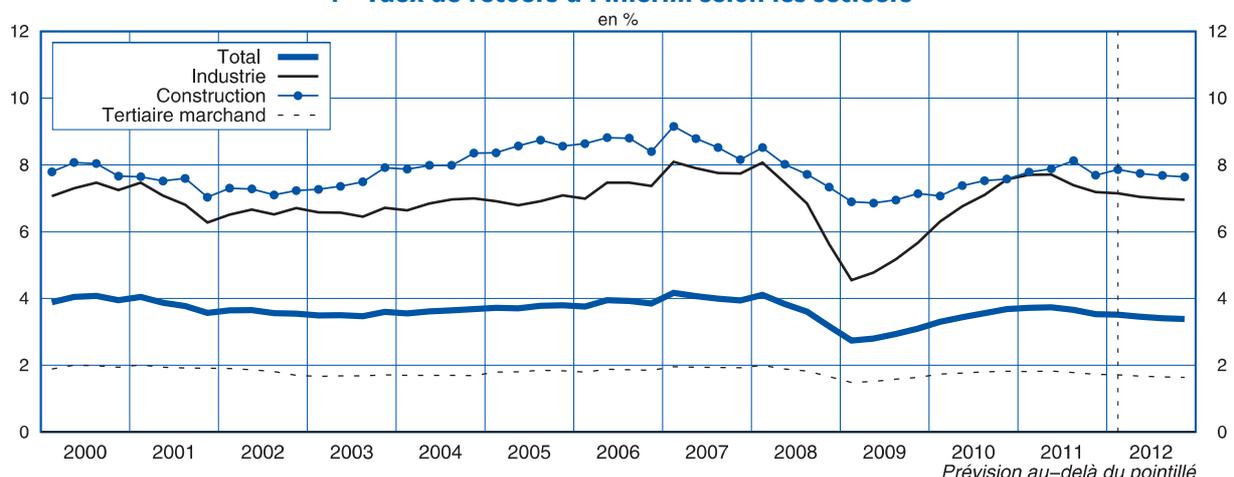
Au total, le nombre des créations de postes continuerait de baisser dans le secteur tertiaire marchand, puisque 29 000 postes seulement seraient créés en 2012. Ces créations auraient lieu principalement au premier semestre (+28 000 postes).

L'emploi non marchand augmenterait

En 2011, les effectifs du secteur non marchand sont en baisse (-16 000), pour la première fois depuis 1990. Ce repli provient en partie de l'évolution des contrats aidés (-50 000 bénéficiaires de contrats en 2011) pour lesquels, à la fois, les entrées sont en baisse sur l'année et les sorties augmentent fortement.

En 2012, le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés en France métropolitaine serait en légère hausse du fait des contrats prévus en loi de finances et des contrats supplémentaires annoncés en juin par le gouvernement (+ 366 000 après 356 000 en 2011). Le nombre de bénéficiaires de contrats progresserait de 21 000 en début d'année (cf. tableau 2), grâce à un nombre d'entrées dynamique au premier semestre (+195 000). Au second semestre 2012, le nombre d'entrées serait moins élevé qu'en début d'année et le nombre de bénéficiaires diminuerait (-22 000). Sur l'année, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés serait quasi stable (-1 000 postes). L'emploi non marchand progresserait sur l'ensemble de l'année (+ 24 000), sous l'effet de la hausse tendancielle des emplois non marchands non aidés. ■

4 - Taux de recours à l'intérim selon les secteurs



Source : Insee

Tableau 1

Évolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS						Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS						Niveau en fin de période (en milliers) CVS		
	2010	2011	2012	2011 S2	2012 S1	2012 S2	2010	2011	2012	2011 S2	2012 S1	2012 S2	2010	2011	2012
Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)	149	92	-1	-31	24	-25	0,8	0,5	0,0	-0,2	0,1	-0,1	17959	18050	18049
Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)	46	14	24	6	12	12	2,5	0,7	1,2	0,3	0,6	0,6	1918	1932	1955
Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :	103	77	-25	-36	12	-37	0,6	0,5	-0,2	-0,2	0,1	-0,2	16041	16118	16093
Industrie	-62	-2	-46	-7	-17	-29	-1,8	0,0	-1,4	-0,2	-0,5	-0,9	3297	3295	3249
<i>dont : Industrie manufacturière</i>	-65	-7	-42	-9	-16	-26	-2,2	-0,2	-1,4	-0,3	-0,5	-0,9	2932	2924	2883
Construction	-13	-11	-8	-7	2	-10	-0,9	-0,7	-0,6	-0,5	0,1	-0,7	1451	1440	1432
Tertiaire essentiellement marchand	177	90	29	-22	28	2	1,6	0,8	0,3	-0,2	0,2	0,0	11294	11383	11412
<i>dont :</i>															
Commerce	3	21	11	1	7	4	0,1	0,7	0,4	0,0	0,2	0,1	3004	3026	3037
<i>Services marchands (y compris intérim)</i>	174	68	19	-22	21	-2	2,1	0,8	0,2	-0,3	0,2	0,0	8289	8357	8376

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)						Évolution de l'emploi sur la période (en %)					
	2010	2011	2012	2011 S2	2012 S1	2012 S2	2010	2011	2012	2011 S2	2012 S1	2012 S2
Secteurs principalement marchands non agricoles	103	77	-25	-36	12	-37	0,6	0,5	-0,2	-0,2	0,1	-0,2
Salariés agricoles	-4	-6	-6	-3	-3	-3	-1,6	-2,7	-2,8	-1,4	-1,4	-1,4
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	19	-16	24	-9	23	1	0,3	-0,2	0,3	-0,1	0,3	0,0
Non-salariés	6	6	6	3	3	3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
EMPLOI TOTAL	124	61	-1	-45	34	-36	0,5	0,2	0,0	-0,2	0,1	-0,1

Prévision

Note de lecture : 25 000 emplois seraient perdus dans le secteur concurrentiel durant le second semestre 2012. Cela correspond à une baisse de 0,1% sur le semestre. Ce secteur comprendrait, au 31 décembre 2012, 18 049 milliers de salariés.

- (1) Secteur OQ privé
(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2010	2011 S1	2011 S2	2011	2012 S1	2012 S2	2012
Contrat Unique d'Insertion (CUI-CAE : remplace CAE+CAV au 01/01/10)	241	-19	-19	-37	21	-22	-1
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	-163	-4	-4	-8	0	0	0
Contrats d'Avenir (CAV)	-63	-3	-2	-5	0	0	0
Contrats Emploi-jeunes	-2	0	0	0	0	0	0
Total	13	-26	-24	-50	21	-22	-1

Prévision

Note : Y compris avenants de reconduction

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

Chômage

Au premier trimestre 2012, le taux de chômage a augmenté, pour le troisième trimestre consécutif. Il s'est établi à 9,6 % de la population active en France métropolitaine (10,0 % y compris Dom), après 9,3 % (9,8 % y compris Dom) au quatrième trimestre 2011.

La hausse du chômage se poursuivrait tout au long de l'année 2012. En effet, la population active continuerait de croître, tandis que l'emploi resterait stable. Fin 2012, le taux de chômage s'élèverait à 9,9 % en France métropolitaine (10,3 % y compris Dom).

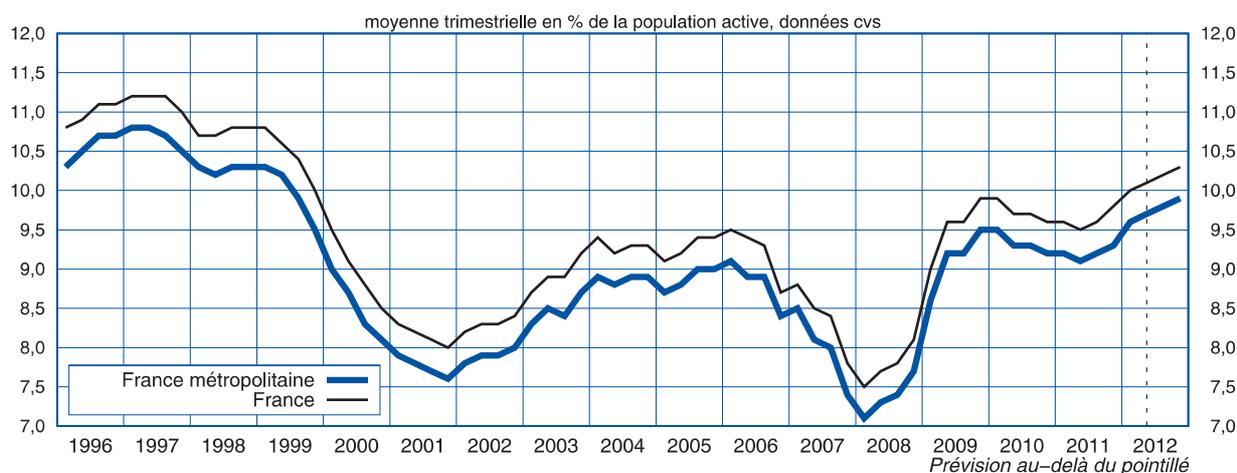
Au premier trimestre 2012, le taux de chômage a atteint 9,6 % de la population active

Après avoir reculé de 0,4 point entre début 2010 et mi-2011, le taux de chômage en France métropolitaine a nettement progressé depuis. Il a augmenté de 0,3 point au premier trimestre 2012, après +0,2 point au second semestre 2011 (cf. graphique 1). Il s'est établi à 9,6 % de la population active (10,0 % y compris les Dom), soit 0,5 point au-dessus de son dernier point bas enregistré mi-2011.

La hausse récente du chômage touche principalement les hommes

Depuis mi-2011, la hausse du chômage touche essentiellement les hommes dont le taux de chômage a augmenté de 1,0 point (+0,5 point sur le seul premier trimestre 2012). A contrario, le taux de chômage des femmes est resté stable sur la période (cf. graphique 2). Il est ainsi strictement identique à celui des hommes début 2012, pour la première fois depuis plusieurs décennies. L'évolution de l'écart de taux de chômage entre hommes et femmes s'explique, à court terme, notamment par les fluctuations de l'emploi dans l'intérim ou la construction, secteurs où les hommes sont sur-représentés. Ainsi, après avoir été très faible fin 2009, l'écart de taux de chômage entre femmes et hommes s'était accru pour atteindre 1,4 point fin 2010 du fait de créations d'emploi dynamiques dans l'intérim. Symétriquement, de fin 2011 à début 2012, les pertes d'emplois ont concerné principalement des emplois intérimaires dans l'industrie et la construction (cf. fiche « Emploi »). La différence du taux de chômage entre hommes et femmes s'est ainsi réduite.

1 - Taux de chômage au sens du BIT



Le taux de chômage des personnes de 25 à 49 ans s'est accru de 0,3 point au premier trimestre 2012, après une augmentation de 0,4 point au second semestre 2011. Il s'établit à 8,9 % au premier trimestre 2012, un niveau supérieur au pic de fin 2009. Cette augmentation touche plus fortement les hommes : le taux de chômage des hommes de 25 à 49 ans progresse de 0,6 point au premier trimestre 2012, alors que celui des femmes du même âge n'augmente que de 0,2 point.

Le taux de chômage des actifs de moins de 25 ans progresse de 0,2 point au premier trimestre 2012 et s'établit à 22,5 %. Cette population a un comportement d'activité très spécifique. En effet, un grand nombre de jeunes de moins de 25 ans poursuivent leurs études sans travailler parallèlement. Ils sont de ce fait inactifs. Ainsi, lorsque l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à la population totale des 15-24 ans, la proportion de chômeurs est plus faible que leur taux de chômage. Elle s'établit à 8,5 % au premier trimestre 2012, soit 0,6 point au-dessus de la part des chômeurs dans la population des 25-49 ans. En comparaison, le taux de chômage des jeunes dépasse de 13,6 points celui des 25-49 ans.

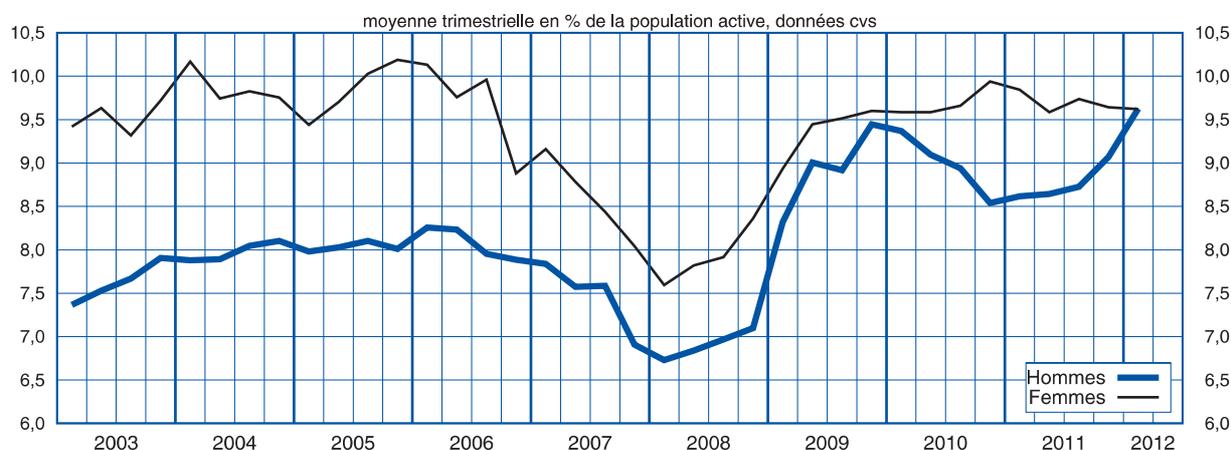
Le taux de chômage des personnes de 50 ans et plus augmente très légèrement au premier trimestre 2012 (+0,2 point). Depuis mi-2011, il a augmenté de 0,4 point et s'établit à 6,6 % des actifs. Comme lors du retournement conjoncturel de 2008, les hommes de plus de 50 ans ne sont plus épargnés par la crise économique.

Le chômage poursuivrait sa hausse en 2012

À l'horizon de la prévision, le taux de chômage poursuivrait sa progression. Il s'établirait à 9,7 % en France métropolitaine mi-2012 (10,1 % y compris Dom). Au deuxième trimestre 2012, la progression de l'emploi total (+17 000) ne serait en effet pas suffisante pour absorber la croissance de la population active (+33 000, cf. tableau). Au second semestre 2012, l'emploi total reculerait et la population active continuerait de croître. L'évolution de la population active suivrait les projections tendanciennes de population active de l'Insee au troisième trimestre ⁽¹⁾. Au quatrième trimestre, deux effets s'ajouteraient potentiellement au scénario tendanciel. D'une part, l'entrée en vigueur des nouvelles mesures permettant le départ à la retraite à 60 ans freinerait l'évolution de la population active. En revanche, le décret du 29 décembre 2011 décalant d'un mois l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite pour les personnes nées à compter du 1^{er} janvier 1952 aurait un effet à la hausse sur la participation des seniors au marché du travail sur ce même trimestre. Au total, compte tenu des aléas de comportement sur le marché du travail des seniors en réponse aux réformes récentes, le scénario suppose que ces deux mécanismes sont d'ordre de grandeur comparable et n'influent donc pas sur l'évolution de la population active au quatrième trimestre 2012. La population active progresserait donc au quatrième trimestre sur un rythme proche de celui du troisième trimestre (+27 000). Le taux de chômage s'établirait alors à 9,9 % au quatrième trimestre (10,3 % y compris Dom). ■

(1) L'effet des réformes des retraites jusqu'en 2010 a été modélisé lors du dernier exercice de projection de population active finalisé en 2011, cf. «Éclairage : les nouvelles projections de population active de l'Insee» de la Note de conjoncture de juin 2011.

2 - Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : Population des ménages en France métropolitaine, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en moyenne trimestrielle, en milliers

	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2011 T1	2011 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4	2009	2010	2011	2012
	Variations trimestrielles												Variations annuelles			
Population des 15-64 ans	33	38	41	39	31	17	2	-9	-16	-15	-15	-15	110	150	41	-61
Population des 15-59 ans	-27	-26	-25	-24	-21	-16	-12	-9	-10	-13	-14	-13	-120	-102	-58	-49
Population active	20	-23	25	16	55	24	34	23	103	33	30	27	238	38	136	193
dont :																
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	40	40	40	40	41	41	41	41	36	36	36	36	148	159	164	144
(b) Effets de flexion estimés	0	0	0	0	1	1	0	-1	1	1	0	0	-7	1	2	1
(c) Effets estimés des politiques publiques (stages, formations)	38	-16	-11	-18	-32	-4	-4	-9	-4	-4	-5	-9	7	-8	-49	-22
(d) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-58	-47	-3	-6	45	-15	-3	-9	71	0	0	0	89	-114	18	70
Emploi	22	21	35	42	53	53	-1	-23	17	17	-11	-18	-290	120	83	4
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche «Emploi»)	11	30	40	43	64	43	-45	0	34	1	-24	-12	-223	124	61	-1
Chômage BIT	-3	-43	-10	-26	2	-30	35	45	87	15	42	45	528	-81	52	188
	Moyenne trimestrielle												Moyenne au dernier trimestre de la période			
Taux de chômage BIT (%)																
France métropolitaine	9,5	9,3	9,3	9,2	9,2	9,1	9,2	9,3	9,6	9,7	9,8	9,9	9,5	9,2	9,3	9,9
France (y compris Dom)	9,9	9,7	9,7	9,6	9,6	9,5	9,6	9,8	10,0	10,1	10,2	10,3	9,9	9,6	9,8	10,3

Prévisions

Note de lecture : Emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.
Pour l'estimation du chômage, l'emploi est comptabilisé en milieu de trimestre ; dans la fiche emploi, il est présenté en fin de trimestre.

Source : Insee